

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47821

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

SCHFELD) abordent nombre de terrains négligés, voire inexplorés. Regrettons que la filmographie et la guerre psychologique par exemple, si importante, n'aient pas fait l'objet d'études dans ce recueil, tout comme l'analyse de milieux ouvriers, de femmes notamment. Cependant, cette initiative souligne la différence fondamentale d'approche de l'étude de la Grande Guerre par rapport à ce qui a été réalisé ne serait-ce qu'entre 1965 et 1985 par exemple, comme il ressort du volume 25 des Publications de la Bibliothek für Zeitgeschichte: Neue Forschungen zum Ersten Weltkrieg, Literaturberichte und Bibliographien, 1985 (Ed. Jürgen Rohwer). Cet écart est encore plus net si l'on remonte dans le temps, où seuls dominaient les récits de combat et les souvenirs des combattants. L'historien français – et il serait utile qu'une confrontation ait lieu entre spécialistes allemands et français – établira nécessairement des comparaisons avec la littérature de ce côté-ci du Rhin en relevant à la fois bien des analogies et, naturellement, de grandes différences. Celles-ci apparaissent dans la comparaison entre manuels scolaires français et allemands quant à la représentation de la guerre 1914–1918 mais, surtout, en Allemagne, dans le refus d'accepter la défaite et le rejet de la »Schuldfrage« et l'on trouve très tôt par conséquent les germes nationalistes d'où émergeront les courants revanchards, et leurs prolongements, et la légende du coup de poignard dans le dos et de l'armée allemande vaincue est déjà vite forgée. L'intérêt de ces travaux réside justement dans la confirmation à l'échelle locale et micro-sociale de tableaux globaux déjà anciens et fondés sur l'analyse de paramètres moins nuancés, d'ordre politico-militaire par exemple.

Espérons que ce recueil recevra l'accueil qu'il mérite, que son champ de recherche sera prolongé, ou complété tout en regrettant que ses concepteurs aient reculé devant une conclusion qui aurait utilement achevé l'ensemble, ne serait-ce qu'à des fins didactiques: mais serait-ce rompre avec une tradition universitaire de nos collègues allemands?

Marcel SPIVAK, Les Lilas

Gerhard ENGEL, Bärbel HOLTZ, Gaby HUCH, Ingo MATERNA (Hg.), Groß-Berliner Arbeiter- und Soldatenräte in der Revolution 1918/19. Dokumente der Vollversammlungen und des Vollzugsrates. Vom 1. Reichsrätekongreß bis zum Generalstreikbeschluß am 3. März 1919, Berlin (Akademie) 1997, XLIV–888 p.

La révolution qui a secoué l'Allemagne en 1918–1919 a fait l'objet, en trois quarts de siècle, de tant de recherches et de publications qu'on pourrait s'étonner qu'il existe encore, sur ce sujet, des documents inédits de quelque importance. Or voici qu'une équipe d'historiens de l'Université Humboldt nous donne à lire des textes qui ne manquent pas d'intérêt: les délibérations des Assemblées des Conseils de soldats et d'ouvriers berlinois ainsi que celles de leur organe exécutif (*Vollzugsrat*) pendant la période allant du 22 décembre 1918 au 3 mars 1919. Le Congrès des conseils de décembre 1918 a confirmé les *Volksbeauftragten* en tant que détenteurs du pouvoir exécutif et s'est prononcé pour l'élection rapide d'une Assemblée nationale. Dès lors quel pouvait être encore le champ d'action réservé aux Conseils d'ouvriers et de soldats? Pour Friedrich Ebert, après les élections municipales de janvier 1919, ils étaient désormais inutiles. A la réunion du 31 janvier des Conseils du Grand Berlin, une majorité affirme au contraire que, »porteurs des conquêtes révolutionnaires«, les conseils ont pour mission de contribuer »à l'organisation politique, économique et sociale de l'Allemagne«. Cette majorité voit dans l'Assemblée nationale un dangereux adversaire (Doc. 43, p. 510). Les documents réunis dans le présent recueil font apparaître des glissements politiques remarquables au sein des Conseils berlinois révélateurs sans doute d'une évolution analogue des milieux ouvriers en général. Alors que le SPD avait obtenu au début janvier la majorité à la réélection du *Vollzugsrat*, le 28 février, c'est l'USPD qui l'emporte (305 voix contre 271 à la liste SPD, Doc. 65). Déjà le 31 janvier, la

motion présentée par Däumig avait recueilli 489 voix contre 362 à celle défendue par le SPD Cohen-Reuss (Doc. 43, p. 508).

Ces changements de majorité annoncent la perte d'influence du SPD au profit de l'USPD qui se traduira, lors des élections de juin 1920, par un recul considérable du SPD (21,6% des suffrages contre 37,9% en janvier 1919) et la montée des socialistes indépendants (18% contre 7,8%).

L'analyse de la composition des instances de direction des Conseils berlinois révèle d'autres changements. L'apparition de représentants de deux formations politiques nouvelles, »démocrates« et communistes, mais aussi la participation active de déléguées femmes (à partir de janvier 1919) aux délibérations. Plusieurs documents attestent l'importance que les délégués ouvriers attachent à la socialisation des grandes entreprises, que »le renforcement des conseils« et »l'élargissement de leur champ d'action« permettrait de réaliser (Doc. 43, annexe 3, p. 510).

En fait, de janvier à mars, entre un gouvernement et une Assemblée nationale relativement conservateurs et des conseils berlinois qui incarnent les espoirs révolutionnaires de la majorité de leurs mandants, le fossé ne cesse de s'agrandir.

Sous la pression des usines berlinoises en grève (doc. 70, p. 820–823), le *Vollzugsrat* est amené prendre la tête d'un mouvement qui, à Berlin comme en province (à Halle, doc. 71, p. 842–844), sera brutalement réprimé. Répression qui entraînera l'éclatement du *Vollzugsrat* et scellera en fait la fin du mouvement des conseils en Allemagne.

D'où le regret que les auteurs, faute de place, n'aient pu intégrer à leur publication les documents relatifs à cet affrontement.

L'intérêt de la documentation publiée n'en demeure pas moins considérable. En dépit du caractère répétitif et parfois fastidieux de certaines interventions, l'ouvrage fournit des indications précises sur la vie des conseils, leurs préoccupations, leurs espoirs, leur évolution ainsi que sur l'attitude et les convictions de quelques-uns de leurs dirigeants: Richard Müller, Ernst Däumig, Max Cohen-Reuss ou Otto Frank entre autres.

Gilbert BADIA, Paris

Klaus SCHWABE (Hg.) unter Mitarbeit von Tilman STIEVE, Albert DIEGMANN, Quellen zum Friedensschluß von Versailles, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 1997, XXI–415 S. (Ausgewählte Quellen zur deutschen Geschichte der Neuzeit, Freiherr vom Stein-Gedächtnisausgabe, 30).

Der Friedensschluß von Versailles ist zweifellos nach wie vor ein Schlüsselereignis der Geschichte des 20. Jhs. und speziell der deutschen Geschichte. Deshalb ist der von dem ausgewiesenen Fachmann Klaus Schwabe besorgte, der Entstehung des Versailler Vertrags gewidmete Quellenband hochwillkommen.

In der Anlage und Ausstattung folgt er dem Standard der Reihe. In einer knapp 40seitigen Einleitung skizziert der Herausgeber zunächst die Organisation der Friedenskonferenz, den Verlauf der Verhandlungen, die Kriegs- und Friedensziele der beteiligten Mächte, die Rolle der Experten, die jeweiligen Taktiken und Strategien sowie die zwischen den Siegern bestehenden Konflikte und Interessengegensätze. Die innenpolitischen Hintergründe werden besonders beleuchtet und abschließend ein Urteil über den Vertrag als Ganzes und seinen historischen Stellenwert gewagt. Diese Ausführungen entsprechen durchweg dem gegenwärtigen Forschungsstand. Das Quellen- und Literaturverzeichnis könnte den einen oder anderen zusätzlichen Titel enthalten, das kombinierte Namen-, Sach- und Ortsregister dagegen ist erfreulich zuverlässig.

Der Band enthält 138 Dokumente in chronologischer Anordnung beginnend mit Lenins Dekret über den Frieden vom 8. 11. 1917 und endend mit der Rede des Präsidenten der